



sous-préfecture de Bar-sur-Aube
Bureau de l'accueil des usagers

ARRETE N° SPBA.2017-318-0001

COMMISSION DE SUIVI DE SITE PORTANT CREATION DU CENTRE INDUSTRIEL DE
REGROUPEMENT, D'ENTREPOSAGE ET DE STOCKAGE (CIRES) DE L'AGENCE
NATIONALE POUR LA GESTION DES DECHETS RADIOACTIFS (ANDRA) SUR LES
COMMUNES DE MORVILLIERS ET LA CHAISE

LE PRÉFET DE L'AUBE,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 124-1 et suivants, L 125-1, L 511
- 1 et suivants L 541-1 et suivants et R 125-1 et suivants.

VU l'arrêté préfectoral n° 03-2176 A du 26 juin 2003 modifié, autorisant l'agence nationale
pour la gestion des déchets radioactifs –A.N.D.R.A- à exploiter un centre de stockage de
déchets radioactifs de très faible activité sur les communes de Morvilliers et La Chaise ;

VU l'arrêté préfectoral n°03-3783 A du 24 octobre 2003 portant création de la commission
locale d'information et de surveillance - CLIS- du centre de stockage de déchets radioactifs de
faible activité exploité par l' ANDRA sur les communes de Morvilliers et La Chaise ;

VU l'arrêté préfectoral 2012040-0002 du 09/02/2012 autorisant l'ANDRA à exploiter un
centre de déchets de très faible activité de regroupement et d'entreposage des déchets
radioactifs,

SUR la proposition de Monsieur le sous-préfet de Bar-sur-Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Il est créé une commission de suivi de site pour le centre industriel de
regroupement, d'entreposage et de stockage de l'ANDRA sur les communes de Morvilliers et
La Chaise.

Article 2 : La Commission de Suivi de Site (C.S.S) est composée comme suit :

PRÉSIDENT : M. le préfet de l'Aube, ou son représentant,

.../...

REPRÉSENTANTS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :

collectivités	Titulaires	suppléants
commune de Morvilliers	M. Lionel HUARD	M. Didier PETIT
commune de La Chaise	M. Franck GOMES	M. Christophe TOURNEMEULLE
commune d'Epothémont	M. François MATRION	M. Christian COLLINET
Communauté de communes de Soulaines	M. Philippe DALLEMAGNE	M. Pierre JOBARD

REPRÉSENTANTS DES ADMINISTRATIONS :

- M. Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,
- M. Le directeur départemental des territoires ou son représentant,
- Mme la directrice départementale de l'agence régionale de santé ou son représentant,
- M. le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ou son représentant,

REPRÉSENTANTS DES ASSOCIATIONS :

associations	Titulaires	suppléants
CPIE de Soulaines (S.T.E)	M. Gilles GERARD	M. Christian BRIAND
fédération départementale des chasseurs de l'Aube	M. Daniel BERGERAT	M. Marie-Joël BREUZON
association "les amis du parc"	M. André JEAN-PIERRE	M. Jean-Pierre SALAUN
association agréée de pêche et de protection des milieux aquatiques "la gaule soulainoise"	M. Gérald GRIS	M. Didier COLLIN

REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ EXPLOITANTE :

- 4 représentants de l'ANDRA répartis en :

- 2 représentants des exploitants : M. Laurent SCHACHERER, et M. Patrice TORRES les titulaires ; Sophie DINANT et Michel NICOLAS, leurs suppléants,

- et 2 représentants des salariés : les titulaires sont M. Emeric FLOCZEK, élu CHSCT et M. Julien RECARTE, élu délégué du personnel ; leurs suppléants sont respectivement M. Yannick CHEVREUIL et M. Philippe PELLEREJ.

Le préfet peut inviter aux séances de la commission toute personne dont la présence lui paraît utile. .../...

ARTICLE 3 : Les membres de la commission sont nommés par le préfet pour une durée de cinq ans.

ARTICLE 4 : La commission a pour mission de :

1° créer entre les différents représentants des collèges, mentionnés à l'article 2 du présent arrêté, un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants de l'installation classée en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L511-1 ;

2° suivre l'activité de l'installation classée pour laquelle elle a été créée, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;

3° promouvoir pour cette installation l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

Elle est, à cet effet, tenue régulièrement informée :

- des décisions individuelles dont cette installation fait l'objet, en application des dispositions législatives du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement ;
- des modifications mentionnées à l'article R512-33 du code de l'environnement, que l'exploitant envisage d'apporter à cette installation ainsi que des mesures prises par le préfet en application des dispositions de ce même article ;
- des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de cette installation, et notamment de ceux mentionnés à l'article R512-69 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 : L'exploitant présente à la commission, au moins une fois par an, après l'avoir mis à jour, le document défini à l'article R125-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : L'exploitant présente à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

ARTICLE 7 : La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges.

Les membres de ce bureau seront désignés par chacun des collèges lors de la tenue de la première réunion de la présente commission de suivi de site.

ARTICLE 8 : La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau. L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau. L'inscription à l'ordre du jour d'une demande d'avis au titre de l'article R512-19 du code de l'environnement (étude d'impact) est de droit.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours avant la date à laquelle se réunit la commission. Ces documents sont communicables au public dans les conditions prévues aux articles L124-1 et suivants et R124-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 9 : Les règles de fonctionnement de la commission sont fixées de telle manière que chacun des cinq collèges, mentionnés à l'article 2 du présent arrêté, y bénéficie du même poids dans la prise de décision :

- chacun des cinq collèges dispose de cinq voix réparties à parts égales entre chaque membre d'un même collège ;
- le quorum est atteint lorsque les membres présents (titulaire ou suppléant) représentent au moins la moitié des voix ;
- la commission se prononce à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Le président a voix prépondérante en cas de partage des voix.

Les personnalités qualifiées ne participent pas au vote.

Les membres de la commission ont la possibilité de se faire suppléer par la personne désignée à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 10 : La commission met régulièrement à la disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

ARTICLE 11 : Le secrétariat de la commission est assuré par la sous-préfecture de Bar-sur-Aube en coordination avec les services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Champagne-Ardenne.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau.

ARTICLE 12 : l'arrêté du 18 juillet 2014 portant composition de la commission locale d'information et de surveillance de centre de stockage des déchets radioactifs de très faible activité de l'ANDRA sur les communes de Morvilliers et la Chaise est abrogé.

ARTICLE 13 : M. le sous-préfet de Bar-sur-Aube est chargé de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs, et dont une copie sera adressée à chacun de ses membres.

Troyes, le

14 NOV. 2017



Thierry MOSIMANN

